



# REPONSE D'HESPUL A LA CONSULTATION CRE N°2019-011

## CONSULTATION PUBLIQUE RELATIVE A LA STRUCTURE DES PROCHAINS TARIFS D'UTILISATION DES RÉSEAUX PUBLICS D'ÉLECTRICITÉ « TURPE 6 »

12/07/2019

### QUI SOMMES-NOUS ?

HESPUL est une association à but non-lucratif dont l'un des objets et métiers spécifiques est la promotion de la filière photovoltaïque raccordée au réseau que nous avons introduite pour la première fois en France dès 1992, puis activement contribué à développer à travers notamment de nombreux programmes de démonstration de l'Union Européenne.

En outre, à travers notre participation à différents programmes de recherche et de démonstration ayant trait à la thématique des « réseaux intelligents » de niveau national tels que Esprit (avec EDF-R&D et le CEA) et GreenLys (avec notamment ERDF, GEG, GDFSuez) ou européens tels que « Smart Cities » (projet TRANSFORM avec le Grand Lyon et ERDF, projet CITYZEN avec GEG et Atos), nous sommes en contact permanent avec des gestionnaires de réseaux de distribution et des autorités concédantes.

Hespul participe également au Comité de concertation des producteurs (CCP) depuis sa création pour y représenter les producteurs photovoltaïques non-professionnels et entretient une relation constante avec ces producteurs à travers son centre ressources sur le photovoltaïque.

### REMARQUES PREALABLES

Historiquement, le réseau électrique actuel a été conçu pour acheminer une production d'énergie centralisée vers des consommateurs dispersés. Il doit aujourd'hui être adapté afin d'accueillir dans les meilleures conditions la production décentralisée qui est amenée à se développer fortement dans la perspective de la transition énergétique portée par les politiques publiques.

Conformément au droit européen qui interdit explicitement toute discrimination entre utilisateurs des réseaux énergétiques, Hespul considère que le coût de cette nécessaire adaptation ne doit pas porter sur les seules épaules des nouveaux arrivants que sont les producteurs d'énergie décentralisée et que les investissements supplémentaires induits par la transition énergétique doivent être supportés dans les mêmes conditions que les investissements historiques par l'ensemble des utilisateurs au titre de leur caractère d'intérêt général.

Du reste, la Loi de transition énergétique pour la croissance verte (TEPCV) et la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) définissent les énergies renouvelables comme une priorité nationale. La loi TEPCV introduit notamment dans les missions des Gestionnaires de Réseaux de Distribution celle de « favoriser l'insertion des énergies renouvelables (EnR) sur le réseau (article L322-8 du code de l'énergie). **Les réseaux électriques doivent donc être au service du développement des EnR.**

Par ailleurs, si Hespul est très attachée au principe de **moindre coût global**, celui-ci **ne doit pas avoir pour conséquence de fragiliser les filières EnR**. Nous estimons que des mécanismes peuvent être mis en place afin de limiter le coût global sans freiner le développement de ces filières.

Enfin, au regard du chiffre d'affaires d'Enedis et du montant de ses bénéfices, les **incitations à la performance** présentes dans le TURPE 5 nous paraissent très **insuffisantes**, notamment les critères de qualité du service et les pénalités en cas de dépassement de délais de raccordement.



## REPONSES AUX QUESTIONS POSEES ET COMMENTAIRES

### Question 1

« Êtes-vous favorable aux principes identifiés par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6 ? »

La CRE précise, en page 10 de son document de consultation, le **principe de non-discrimination** :  
« En particulier, la tarification doit refléter les coûts engendrés par chaque catégorie d'utilisateurs indépendamment de l'usage final qu'ils font de l'électricité »

Hespul souhaiterait ajouter la mention suivante à ce passage : « Les principes de tarification s'appliquent de manière égale à l'ensemble des usagers du réseau indépendamment de l'usage final qu'ils font de l'électricité. **En particulier, les producteurs et les consommateurs doivent être traités de la même manière conformément aux règles européennes en la matière.** »

### Question 17

« Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de supprimer la composante d'absorption de puissance réactive pour les installations de production non régulées en tension et raccordées dans le domaine de tension BT > 36 kVA ? »

**Hespul est favorable à cette proposition.** Hespul attire l'attention de la CRE sur les problèmes de facturation de puissance réactive lorsque les utilisateurs sont à la fois consommateurs et producteurs : les injonctions contradictoires mènent à des facturations très élevées pour certains producteurs, en particulier en HTA.

### Question 18

« Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la nécessité de s'interroger à nouveau sur l'opportunité d'une tarification de l'injection ? »

**Hespul est totalement opposée à cette proposition**, et ceci pour deux raisons :

- 1) **Ce changement de règles en cours de partie serait susceptible de remettre en cause l'équilibre financier des installations existantes et pourrait être assimilé à une remise en cause de la parole de l'État**

Pour que la **mesure** soit **efficace**, le **signal prix** envoyé doit être **impactant sur la rentabilité** des installations de production concernées. En effet, un signal prix faible engendrerait une augmentation de la complexité du système de tarification sans gain significatif pour le réseau. Le rapport coût/bénéfice serait alors insuffisant au regard des principes énoncés en question 1.

Par ailleurs, l'introduction d'une tarification de l'injection **impacterait** l'ensemble des **installations**, y compris celles **déjà en service**. Elle correspondrait ainsi à un **changement des règles** pour des producteurs dont les **installations** sont toujours **en cours d'amortissement**. Or, pour les **installations déjà raccordées, la mesure serait subie**. En effet, le raccordement de celles-ci ne pourrait être modifié sans nouvel investissement conséquent, seules des décisions d'exploitation seraient envisageables. La rentabilité de certains actifs de production serait donc diminuée sans possibilité de contre-mesure de la part de leur propriétaire.

Si la CRE choisissait d'introduire un signal prix significatif afin de justifier l'accroissement de la complexité tarifaire, la mesure présenterait donc un **risque financier important** pour les détenteurs des actifs de production affectés. En effet, un changement aussi important des règles est par nature imprévisible, et n'est ainsi ni prévu par les plans d'affaires, ni prévu par les financeurs. **En fonction du niveau de la perte de rentabilité subie, les banques pourraient perdre confiance dans la stabilité**



des **mécanismes encadrant le marché**. La prise en compte du risque de changement de règle pourrait par la suite entraîner une hausse des taux d'intérêt ainsi qu'une plus forte difficulté de financement pour les acteurs du secteur.

**Hespul estime qu'une telle mesure engendrerait :**

- **Au mieux, un accroissement de la complexité au détriment de la lisibilité et cela sans gain pour le réseau électrique ;**
- **Au pire, une déstabilisation des filières concernées et une perte de confiance dans la parole de l'État.**

## 2) Il existe déjà un signal prix efficace : la quote-part du S3REN

Un signal prix existe déjà : **il s'agit du dispositif du S3REN**, processus collectif dans lequel sont rassemblés toutes les parties prenantes pour étudier les capacités d'accueil et les besoins de création de nouvelles capacités à moindre coût global. Lorsqu'un **investissement est très coûteux** et dégage **peu de nouvelles capacités** (coût important en euros/MW de nouvelle capacité), il est de fait **écarté par les acteurs**.

Par ailleurs, le S3REN permet de péréquer les coûts d'infrastructure réseau sur un périmètre régional. L'ensemble des coûts n'étant plus porté par le dernier arrivé, cette mutualisation favorise le développement des projets EnR. A l'inverse, un mécanisme de tarification de l'injection viserait l'individualisation des coûts. Il irait donc à l'encontre de la démarche de péréquation portée par le S3REN, au risque de cumuler des dispositifs contradictoires et de freiner le développement des EnR.

**Hespul encourage une amélioration du dispositif du S3REN** plutôt que d'introduire un système punitif de tarif d'injection. Des évolutions des S3REN sont d'ores et déjà prévues avec l'introduction à venir de flexibilités dans le dispositif permettant d'augmenter le gain collectif en termes de coûts évités pour la création de nouvelles capacités d'accueil.

Les mécanismes de flexibilité se placent dans une logique de services-systèmes et permettront de rémunérer des acteurs par exemple pour l'écêtement de leur production pour résoudre des congestions et donc d'influer au bénéfice du réseau sur les décisions d'exploitation des producteurs, ce qui sera beaucoup plus efficace et cohérent qu'une mesure consistant à pénaliser de l'injection en tant que telle comme le propose la CRÉ, qui semble exprimer ce faisant son aversion pour les énergies renouvelables décentralisées .

## Question 19

*« Êtes-vous favorable à l'introduction d'un tarif d'injection, centré en zéro, reflétant les effets positifs et négatifs induits par les injections sur les coûts d'infrastructure de réseaux ? »*

**Hespul est opposée à cette proposition** qui offrirait une amélioration du signal prix tout à fait insuffisante au regard de la perte de lisibilité

Comme expliqué précédemment (réponse à la question 18), un signal prix sur les coûts d'infrastructure existe déjà à travers les coûts de raccordement et le S3REN. Cette mesure entre par ailleurs en contradiction avec le mécanisme vertueux du S3REN et le fragilise. Là où un producteur obtiendrait un signal positif pour se raccorder dans le cadre du S3REN, le signal pourrait être négatif côté TURPE composante d'injection, risquant l'arrêt des projets et des coûts échoués dans le S3REN.



## Question 20 et 21

*« Que pensez-vous, sous réserve de résultats probants dans le cadre des études en cours, de l'introduction de tarifs d'injection différenciés géographiquement et temporellement pour les producteurs raccordés aux domaines de tension HTA-HTB reflétant la contribution des injections aux coûts des pertes ? »*

**Hespul est opposée à cette proposition** pour deux raisons principales :

**1) Elle ne respecterait pas le principe d'égalité de traitement entre consommateurs et producteurs**

En page 18 de son document, « Option pointe mobile BT  $\leq$  36 kVA », la CRE exige le strict respect du principe de péréquation tarifaire pour les consommateurs. Or ce principe, de même que celui du timbre-poste, serait clairement enfreint par la mise en place d'une différenciation géographique à un tarif d'injection déjà lui-même critiquable dans son principe.

**En application du principe de non-discrimination les principes du timbre-poste et de péréquation tarifaire doivent être appliqués à l'ensemble des utilisateurs du réseau, producteurs compris.**

**2) La modulation géographique des tarifs d'achat et des appels d'offre répondrait bien mieux aux enjeux**

L'objectif principal d'un éventuel signal tarifaire est de favoriser le développement de projets de production dans les zones où les capacités d'accueil du réseau sont les plus importantes à moindre coût d'investissement sur ce dernier, ce qui est notamment le cas dans la moitié Nord de la France du fait de tarifs d'achat insuffisants pour que les projets de production puissent trouver un équilibre économique suffisant tandis que les réseaux commencent à être saturés dans le Sud du fait d'une concentration des projets.

Face à cette situation dommageable à tous points de vue, un tarif d'injection n'est pas le bon outil pour « orienter les décisions d'investissement des producteurs ». Une manière efficace, non-punitive, sans risque pour les investisseurs et qui a fait ses preuves (par exemple, pour l'éolien en France à travers la modulation sur les 5 dernières années du tarif d'achat en fonction inverse de la productivité des sites), serait d'introduire une modulation des tarifs d'achat photovoltaïques en fonction de l'ensoleillement des sites.

Une telle mesure aurait en outre les avantages de :

- n'être appliquée qu'aux nouvelles installations et non de manière rétroactive, donc sans risque de mettre en difficulté les équipements déjà en production;
- favoriser le développement d'installations dans des régions fortement consommatrices et donc dotées d'un réseau robuste, mais actuellement peu productrices.

**Concernant l'orientation des « décisions d'exploitation », comme dit précédemment, la CRÉ devrait travailler à des services systèmes régionaux plutôt que de miser sur le tarif à l'injection.**

## Question 22

*« Que pensez-vous de la possibilité de faire porter aux producteurs une partie du coût de constitution des réserves au travers du tarif d'injection si cela permet d'en réduire le coût global ? Le cas échéant, que pensez-vous des modalités envisagées par la CRE vis-à-vis de la prise en compte de ce coût dans le tarif d'injection ? »*

**La complexité d'une telle mesure nous paraît bien trop importante par rapport à ses maigres bénéfices potentiels.**